

INSTITUT DE L'ENTREPRISE
6, rue Clément Marot
75008 PARIS

RAPPORT SUR
LES ORGANISATIONS PATRONALES
E T
LES INSTITUTS DE RECHERCHE AMÉRICAINS

Isabelle SALA-PAQUE
Washington, Décembre 1978

P L A N

	<u>Page</u>
I. Introduction	1
II. Conference Board	3
III. C.E.D.	6
IV. AEI et Brookings	9
V. Business Roundtable	14
VI. I.M.D.I.	16
VII. Tableau Général	17
VIII. Liste de Personnalités	18

I N T R O D U C T I O N

"Sans le lobbying, le gouvernement ne pourrait pas fonctionner, le flux et le reflux d'informations au Congrès et au niveau de toutes les agences fédérales est une phase vitale de notre système démocratique." Cette phrase, le Sénateur Edward Kennedy se plaît souvent à la répéter.

Aujourd'hui ils sont environ 15.000 lobbyistes à Washington et on estime qu'ils dépensent un milliard de dollars par an pour influencer l'administration à Washington, plus un autre milliard de dollars pour orchestrer l'opinion publique à travers le pays.

Toutes les grandes compagnies ont au moins leur homme à Washington. Ainsi la Ford Motor Co., par exemple, dispose-t-elle d'un personnel à plein temps de 60 personnes dont le seul travail consiste à rencontrer et à convaincre les personnalités diverses.

La décision du "Big Business" de participer directement est quelque peu nouvelle. A cela deux raisons : l'affaiblissement de la Maison-Blanche et l'indépendance plus marquée qui en découle du Congrès.

Le symbole le plus significatif de cette arrivée massive du monde des affaires dans la capitale américaine est la "Business Roundtable" (V). Toutefois, le lobby du secteur privé le plus puissant est encore la Chambre de Commerce des Etats-Unis qui a dépassé en influence la "National Association of Manufacturers".

La Chambre de Commerce représente 68.000 sociétés et plus de 1.300 associations professionnelles et commerciales. Selon un rapport publié récemment, la Chambre de Commerce aurait influencé 61 projets de lois votés ou refusés lors de la première session de 1978.

Le système fonctionne ainsi : quatre lobbyistes au Congrès suivent de très près les projets de loi qui inquiètent les hommes d'affaires, dès qu'ils estiment que le Congrès s'apprête à prendre une décision négative, ils alertent les 1.200 comités locaux d'action contre le Congrès qui regroupent 100.000 membres.

...

Puis, ces comités publient immédiatement une lettre d'information. En l'espace de quelques jours, plus de 7 millions de personnes ont été prévenues.

Les congressistes concernés sont alors noyés sous les coups de téléphone, lettres et télégrammes. Un exemple, le projet de loi visant à créer une agence fédérale pour la défense du consommateur a été enterré de cette façon (le Business Roundtable a également joué un rôle non négligeable).

Parmi les autres "lobby", même s'ils ne s'en donnent pas la qualité, la Brookings Institution, l'American Enterprise Institute et le Committee for Economic Development. Toutefois ces trois instituts ont une vocation beaucoup plus politique.

Quant au Conference Board et l'International Management and Development Institute, il s'agit plus d'organisations traditionnelles.

Non traitées dans ce rapport, mais qui ont quand même leur importance, le "Business Council", la "National Association of Manufacturers".

Le Business Council regroupe quelques grandes affaires américaines et son avis dans certains cas peut être prépondérant. La N. A. M. de son côté, regroupe à la fois des grandes, moyennes et petites entreprises. C'est une organisation dont les contacts avec ses membres sont multiples et qui -par l'intermédiaire de ses sections locales- les informe des changements importants intervenant dans telle ou telle législation.

Inversement, les sections locales transmettent à Washington les réactions de leurs membres pour tous les projets de loi ou de réglementation. Son influence aujourd'hui a décliné car son attitude et ses opinions trop conservatrices lui donnent une moindre audience.

L'influence du secteur privé n'a jamais paru aussi grande qu'aujourd'hui. Le Président Carter a pu le constater surtout avec deux projets de lois qui lui tenaient très à coeur : la réforme fiscale et la taxe sur les importations de pétrole. La première n'a pas survécu, la seconde est moribonde.

...

CONFERENCE BOARD

En 1914 Magnus Alexander, Ingénieur en Chef de la General Electric, réussit à réunir une vingtaine de chefs de file de l'industrie américaine. A partir de ce noyau, en 1916, il créa le National Industrial Conference Board avec à la base des associations patronales déjà existantes comme le "Conference Board of Printers" et le "Conference Board of Metal Workers".

Son but : faire connaître les problèmes de l'Industrie, qui, à l'époque, est très critiquée tant par le public que par le gouvernement. Il ne veut pas établir un lobby mais il souhaite pourtant que l'organisation ait un certain impact.

En définitive, Magnus Alexander veut que le Conference Board dépasse le stade corporatif pour véritablement représenter toutes les facettes de l'économie américaine, car le fondement de ses théories est que les problèmes du patronat ne sont pas seulement spécifiques mais qu'ils touchent tous les milieux économiques.

Aussi, pour Magnus Alexander, l'homme d'affaires doit aussi prendre conscience de son rôle social et doit permettre au public de comprendre les tenants et les aboutissants de l'économie.

C'est en 1970 que le "National Industrial Conference Board" prend le nom tout simplement de "Conference Board". Aujourd'hui, il regroupe 4.000 membres parmi lesquels on retrouve 95% des représentants des 500 premières compagnies américaines.

Son budget est de 15 millions de dollars. La cotisation minimale est de 1.000 dollars pour les hommes émanants du secteur privé et de 250 dollars pour les membres provenant des milieux universitaires. Cette cotisation est basée sur une échelle qui varie de 1.000 à 100.000 dollars en fonction de divers facteurs tels que les bénéfices, le capital, le budget des compagnies en question. Ces cotisations représentent 2/3 du budget.

Parmi les entreprises qui sont membres du Conference Board, côté industriel, citons : General Motors, Ford, General Foods, Westinghouse ; du côté transports : Eastern Airlines, American Airlines ; côté finances : La Chase Manhattan Bank, la Bank of America et la City Corporation.

...

Mais on trouve également d'autres membres -et c'est la particularité du Conference Board- tels qu'une centaine d'universités (Harvard, Columbia, Stanford), des bibliothèques publiques, des syndicats (AFL-CIO et UAW etc...), des agences fédérales (US Federal Reserve System, Food and Drug Administration), des trade associations (US Chamber of Commerce, National Association of Manufacturers), enfin des maisons d'édition (New York Times, Los Angeles Times, CBS).

Le Conference Board a des bureaux à New York, Washington, Ottawa et Bruxelles.

250 personnes travaillent à New York, 50% sont des spécialistes de la recherche en économie, marketing, finances. Les autres organisent des meetings, rédigent des rapports et s'occupent de la bibliothèque.

2 personnes à plein temps à Washington, responsables du programme créé dernièrement qui s'intitule "Congressional Assistant Program". Ce programme consiste à envoyer des cadres moyens qui pendant un an participent aux travaux d'un comité du Congrès. 8 personnes y participent actuellement.

Ce programme a deux buts. Premièrement, il ne peut être que bénéfique pour une société d'avoir comme cadre un homme qui a eu une expérience administrative et législative. Deuxièmement, les dirigeants du Congrès considèrent qu'il est très utile pour eux que le secteur privé se rende compte des difficultés auxquelles ils font face.

Le Conference Board a deux bureaux à l'étranger. Ottawa où 75 personnes y travaillent à plein temps (le Board regroupe 700 membres au Canada) ; et Bruxelles, récemment créée, qui est en cours d'organisation. Seules 5 personnes y travaillent et le Conference Board en Europe regroupe 375 membres. Le Président du groupe Europe est M. Wagner, président de la Shell. Pour l'instant, il n'est pas question de créer d'autres bureaux à l'étranger que ce soit au Japon ou en Australie.

Il n'y a pas non plus de bureaux dans le reste des Etats-Unis, mais le Conference Board a des représentants chargés de recruter de nouveaux membres et de négocier ou renégocier les cotisations.

Le Conseil d'administration est composé de 30 personnes plus le président. Le Conseil est élu par 350 des membres les plus importants et il ne s'occupe que des problèmes budgétaires et de décisions d'ordre administratif. Il se réunit 5 fois par an.

...

Les programmes de recherche sont décidés par les chercheurs eux-mêmes. Ils touchent surtout à la macro-économie : études nationales et internationales; au management, avec 3 départements : marketing, finances et personnel.

Par ailleurs, le Conference Board organise des conférences, des cours et des séminaires et publie des bulletins d'information.

Les membres peuvent aussi utiliser les facilités du Conference Board, telle que la Bibliothèque qui regroupe 25.000 volumes et plus de 60 ans de recherches diverses. Les membres peuvent également -si ils ont des problèmes d'entreprise spécifiques, s'adresser au centre d'information (statistiques, tendances économiques).

Le Conference Board se définit ainsi : une organisation indépendante, à but non lucratif, et apolitique. Il ne publie pas de recommandations.

En conclusion, l'objectif du Conference Board est de mieux permettre au secteur privé de s'entraider.

COMMITTEE FOR ECONOMIC DEVELOPMENT

C'est sur une recommandation du Business Council que le C.E.D. a été créé en 1942. Il a été fondé par Paul Hoffman, l'un des hauts responsables alors de la Ford Motor Company.

A l'époque, son objectif principal est de trouver des solutions pour permettre une bonne transition de l'économie de guerre à l'économie de paix. On craint alors en effet que la fin du conflit ne provoque une dépression similaire à celle des années 30.

Aussi, pour planifier une reconversion de l'industrie, le CED organise-t-il 3.000 groupes de travail à travers les Etats-Unis, et pour beaucoup aujourd'hui, si cette dépression n'a pas eu lieu, c'est en grande partie grâce au C.E.D.

En 1945, c'est à partir d'études faites par cet institut que furent fondés la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International. Le CED a également joué un rôle important dans la mise en place du plan Marshall.

Aujourd'hui, avec ses 200 membres -dont un état major de l'ordre de 40 personnes, un bureau à New York et un à Washington- le C.E.D. dispose d'un budget d'environ 2 millions et demi de dollars dont 88% proviennent de contributions faites par des entreprises privées, mais ne représentant aucun groupe industriel spécifique.

En fait, la majorité du financement provient d'entreprises n'ayant aucun membre au Conseil d'Administration du CED. Les fondations peuvent parfois faire une donation dans le but d'une recherche spécifique et le CED leur demande quelquefois des fonds dans le but d'une étude.

Dans le Conseil d'Administration on trouve les présidents de firmes telles que IBM, TWA, Mobil Oil, Ford, General Motors ainsi d'ailleurs que le Président de la Brookings Institution et de différentes universités.

...

Les deux cent membres du Conseil (nombre établi) se réunissent chaque année au mois de mai pour participer aux différentes élections ou réélections. Le terme d'un mandat étant de quatre ans.

C'est un comité spécial qui décide de proposer de nouveaux membres au Conseil : les critères de cette sélection ne sont pas connus.

Le travail du CED est réparti entre divers comités et sous-comités qui décident des thèmes de réflexion sur lesquels seront chargés de travailler leurs chercheurs. Les décisions sont prises par l'ensemble des 200 membres du Conseil d'Administration.

Les rapports une fois complétés, le Conseil d'Administration a 15 jours pour les étudier et y apporter des modifications et c'est à la majorité simple que le rapport est accepté. Chaque commentaire fait par un ou plusieurs membres du Conseil est également publié -ce qui permet au CED d'adopter une position d'ensemble forte tout en laissant à chacun de ses membres l'opportunité de faire part de son point de vue.

Ces rapports sont ensuite publiés et distribués à plusieurs milliers d'exemplaires et sont souvent commentés tant dans la presse qu'à la radio-télévision.

Les recommandations faites sont surtout destinées à l'administration en place. C'est pourquoi certains membres du Conseil sont parfois amenés à témoigner devant le Congrès.

Parmi les récentes études significatives à noter, une étude sur les "poches" de chômage aux Etats-Unis et comment les résorber avec des recommandations non seulement au gouvernement mais également aux chefs d'entreprises. Une autre étude, très remarquée surtout par l'administration Carter : la réforme du statut des fonctionnaires.

Enfin, côté recommandations sur une économie étrangère, à signaler une étude sur l'économie japonaise face aux perspectives internationales.

En résumé, les objectifs du CED sont de deux ordres. D'abord servir de guide au gouvernement et parfois aux hommes d'affaires, ensuite conseiller le public sur les problèmes contemporains.

Si le CED est considéré dans les milieux politiques et économiques comme étant une organisation prestigieuse, ces jugements toutefois sont parfois critiqués car on l'accuse de ne défendre que les intérêts du secteur privé.

Il est exact que le CED lutte régulièrement contre les réglementations trop lourdes du gouvernement, contre la bureaucratie, car il estime que l'industrie en paie le prix et, par conséquent, réduit ses investissements.

Le président du CED, M. Byrom déclarait récemment : "La médecine que je propose est de mobiliser les intérêts privés pour le bien du public".

De tous les divers instituts existants, il ne fait aucun doute que le CED se rapproche le plus de l'Institut de l'Entreprise.

...

AMERICAN ENTERPRISE INSTITUTE

BROOKINGS INSTITUTION

Pour nombre d'Américains, l'AEI (American Enterprise Institute for Public Policy Research) est avant tout l'organisation qui a abrité et abrite toujours l'ancien Président Gerald Ford. La Brookings Institution par contre est connue pour avoir été la cible de Charles W. Colson, l'homme des basses oeuvres du Président Nixon.

A partir de ces deux exemples, on pourrait tirer la conclusion suivante : l'AEI est républicaine et conservatrice et la Brookings Institution, démocrate et libérale.

En fait, les positions sont beaucoup plus complexes et les attitudes politiques plus nuancées. Au cours des récentes années, conscientes de leur image de marque respective, ces deux organisations ont tenté de se transformer.

Aujourd'hui aussi bien l'une que l'autre semblent se diriger vers des conceptions moins idéologiques, moins partisans et surtout moins prévisibles; L'AEI a été jusqu'à envisager de transformer son nom pour tenter de se dégager de son image patronale : une idée sans concrétisation. La Brookings de son côté, pour altérer son image politique, a engagé un certain nombre de Républicains.

Ces "think tanks" essaient en définitive de se défaire de leur ancien rôle de gouvernements en exil. Toutefois il faut constater qu'à l'issue des élections de 1976 l'AEI a engagé une vingtaine de personnes issues de l'administration Nixon-Ford et que la Brookings a fourni cinq hauts fonctionnaires à la nouvelle administration Carter dont le conseiller économique du Président, Charles L. Schultze.

Pendant des années, l'AEI était considérée par rapport à la Brookings comme le parent pauvre. Or aujourd'hui les deux institutions ont des budgets de montants semblables, plus de 8 millions de dollars pour la Brookings et plus de 7 millions pour l'AEI.

Si les deux institutions affirment jouer le même jeu, leur style diffère. La Brookings à l'évidence offre une approche scolastique aux problèmes politiques dans l'espoir qu'à travers les différentes analyses il soit possible de tirer les meilleures alternatives. L'AEI se contente d'offrir à une large audience un nombre varié d'options.

...

Une erreur commise fréquemment, même à Washington, fait de la Brookings une agence fédérale et de l'AEI une association pour promouvoir les affaires. En fait, chaque organisme est un institut de recherche privé, à but non lucratif, exonéré d'impôts dont les buts sont d'étudier les problèmes nationaux et internationaux et leurs études circulent sans cesse sur les bureaux des principaux hommes politiques américains.

L'AEI : ORIGINE ET FONCTIONNEMENT

Même si l'AEI fête cette année ses 35 ans, son influence véritable ne s'est fait sentir que depuis le début des années 1970, à la suite d'une campagne de publicité très ambitieuse.

C'est en 1943 que Louis H. Brown, président de la John Manville Corporation, crée l'AEI. Son but est de promouvoir au Congrès la libre entreprise. En 1956, W. J. Baroody Sr. quitte la Chambre de Commerce des États-Unis pour devenir le Vice Président de l'Institut. A ce moment là, l'AEI n'a que 4 employés à plein temps et son budget annuel n'est que de 85.000 dollars.

William J. Baroody Sr. en 1962 devient Président, poste qu'il occupe jusqu'en juillet 1978, date à laquelle lui succède son fils, William J. Baroody Jr.

En 1970, il faut le constater, le budget n'atteint toujours pas le million de dollars et l'AEI ne joue dans l'esprit de la Maison-Blanche alors aucun rôle significatif. Toutefois c'est à cette époque que l'un des conseillers de Nixon, Patrick Buchanan, dans une note adressée au Président, estime qu'il est important de promouvoir la création d'un institut susceptible de contrebalancer l'influence de la Brookings. Et si l'AEI n'est pas mentionné, le nom de son président Baroody est cité par Buchanan comme étant l'un des organisateurs possibles de cet institut.

Or c'est justement cette année-là que l'AEI étend son influence. En 1972, il recevra notamment une donation de 300.000 dollars de la Ford Foundation pourtant associée plus fréquemment à des activités libérales. Depuis, son essor n'a pas cessé : le budget dépasse les 7 millions de dollars, plus de cent personnes y travaillent à plein temps, et le nombre de ses publications cette année atteint le chiffre de 110.

Environ 75% de ses ressources provient maintenant de dons faits par des fondations diverses et 25% de dons provenant de compagnies et de particuliers, pourcentage qui satisfait l'AEI qui cherche depuis des années à ne plus dépendre financièrement des entreprises privées.

...

L'AEI occupe aujourd'hui 4 étages dans un immeuble au centre de Washington et parmi ses multiples travaux figure la publication de nombreuses revues, à commencer par un bulletin d'information quotidien qui est distribué dans les ministères et au Congrès, évidemment à la Maison-Blanche.

D'autre part il publie plusieurs analyses annuelles sur les différents projets de loi étudiés au Congrès. Depuis le début de l'année l'AEI a lancé quatre nouveaux périodiques : l'AEI Economist, un bulletin mensuel sur les perspectives économiques ; l'AEI Defense Review sur les problèmes de défense nationale, publiés six fois par an ; Reputations, un magazine bimensuel sur l'impact des réglementations gouvernementales ; Le Public Opinion, un magazine bimensuel sur l'état politique de l'opinion publique.

L'AEI tient également des conférences, des débats et des séminaires. Chaque mois il organise des débats télévisés, et chaque semaine des entretiens radiodiffusés. Plusieurs de ses universitaires écrivent des éditoriaux dans certains journaux régionaux. En plus 400 bibliothèques universitaires offrent leurs dernières publications.

LES PROGRAMMES DE L'AEI

La recherche comporte huit programmes d'étude : analyses législatives, séminaires, santé publique, politique économique, réglementation gouvernementale, réglementation juridique, politique fiscale, politique étrangère et problèmes de défense.

Pour juger de l'influence de l'AEI, prenons par exemple le rapport publié sur la réglementation des tarifs aériens qui a en effet été appliquée largement par l'administration Carter.

BROOKINGS INSTITUTION : ORIGINE ET FONCTIONNEMENT

C'est en 1927 que la Brookings voit le jour, à travers la fusion de trois instituts : "The Institute for Government Research", "The Institute of Economics", et la "Robert Brookings Graduate School of Economics and Government".

M. Brookings, un homme d'affaires de St. Louis, qui avait fait fortune dans le bois, est à la base du succès de l'institution, car à cette époque il est un personnage prééminent dans les milieux économiques de Washington. Déjà l'une des idées clefs est de savoir comment et quand le gouvernement doit intervenir et non plus "si" il doit intervenir.

...

Son président aujourd'hui est Bruce K. MacLaury, Docteur en Economie de l'Université d'Harvard. La Brookings a aujourd'hui un budget de plus de 8 millions de dollars et son personnel à plein temps est de 239 personnes.

La plupart de ses ressources provient de dons effectués par des fondations, telles que la Ford Foundation. Contrairement à l'AEI, la Brookings accepte des contrats et des dons du gouvernement fédéral, et ce type de commandes augmente chaque année.

Ainsi le Conseil d'Administration a-t-il récemment aboli une clause qui prévoyait une limitation du financement fédéral à 15%. Ces financements dépassent les 20%. Toutefois aujourd'hui la Brookings recherche aussi d'autres sources de financement, surtout des entreprises privées.

Pour l'instant le Conseil d'Administration est composé de 30 membres élus pour trois ans, en fait la tradition veut que ces membres se réalisent continuellement à l'exception de ceux qui quittent la Brookings pour entrer au gouvernement. C'est l'institut lui-même qui choisit ses membres selon les critères suivants : si possible avoir appartenu à un moment ou un autre au gouvernement, être expérimenté dans un domaine précis.

Pendant longtemps le Conseil d'Administration a surtout regroupé des universitaires. Aujourd'hui, l'Institution fait appel à plus de représentants du secteur privé. Ainsi peut-on noter dernièrement les élections des présidents de l'IBM (Chairman du Conference Board) et les présidents de ATT et de l'American Express. Il ne s'agit pas d'une transformation totale à la Brookings mais tout simplement d'un rééquilibrage entre le secteur public et le secteur privé.

Les recherches entreprises par la Brookings sont suggérées par l'un de ses chercheurs qui -si le Comité Exécutif approuve- aura charge de l'étude. Celle-ci ne fera l'objet d'aucune pression à l'intérieur de l'institution, le chercheur demeure entièrement libre et ses conclusions-quelles qu'elles soient-sont publiées.

Les publications sont moins nombreuses qu'à l'AEI, environ une vingtaine, mais les études sont beaucoup plus complètes: Ainsi le rapport annuel, "Setting National Priorities" est très largement répandu et très écouté. Trois fois par an paraît également le "Brookings Papers on Economic Activity".

Certaines des études publiées par la Brookings sont le résultat de longues années de recherche effectuée par des universitaires, qui s'y consacrent à plein temps.

...

LES PROGRAMMES DE LA BROOKINGS

Les Etudes Economiques : Elles sont orientées surtout vers les activités gouvernementales et elles recherchent comment les améliorer.

Nombre des propositions faites par la Brookings ont été écoutées par l'administration, la plus récente étant l'impôt négatif qui avait déjà été proposé par Nixon et qui a été repropoé par Carter. Autre exemple, les réformes sur le mécanisme budgétaire du Congrès.

Les Etudes Gouvernementales, notamment sur la politique nationale, étrangère et surtout sur la politique du gouvernement par rapport aux problèmes urbains.

Nombre de ces études ne sont pas publiées car souvent la Brookings considère qu'elles ne correspondent pas au niveau élevé de l'institut.

Parmi les autres programmes offerts par la Brookings : un séminaire d'un mois pour les journalistes économiques ; organisation de rencontres entre le patronat et les syndicats, conférences pour les membres du gouvernement et les hommes d'affaires.

Enfin depuis 1962, la Brookings a ouvert à Washington un centre d'informatique de sciences sociales au service des instituts à but non lucratif de la région.

CONCLUSION

En conclusion, on peut dire d'abord que si les buts de la Brookings sont traditionnellement de proposer et d'améliorer la politique économique, l'AEI de son côté cherche à faire une contreproposition à la politique à ce moment-là en vigueur, son approche est plus sociale et vise à améliorer les problèmes du monde moderne en promouvant la libre entreprise.

...

BUSINESS ROUNDTABLE

C'est en 1972, au moment où le milieu des affaires s'entend mal avec les politiciens, au moment où par la voix de Ralph Nader les consommateurs gagnent du terrain que deux organismes, "The Labor Management Committee" et "The Construction Committee" décident de fusionner pour devenir le Business Roundtable. L'idée de départ est que les hauts-cadres doivent directement participer au débat de politique générale. Deuxième point, les chefs de file du secteur privé ont une responsabilité dans le bien-être économique de millions d'Américains.

La Business Roundtable qui est officiellement un lobby est composée de 187 membres ; tous sont des chefs de file du secteur privé. C'est sur demande que l'on peut faire partie de l'organisme, toutefois à l'heure actuelle ils ne souhaitent pas s'élargir.

Les critères retenus par le comité de sélection sont de quatre ordres : d'abord la compagnie elle-même, ensuite la personnalité de son président puis le type d'industrie, enfin sa location géographique.

Son budget est d'environ 3 millions de dollars et chaque membre paye une cotisation proportionnelle au chiffre d'affaires de la compagnie dont il est issu. Les cotisations s'échelonnent ainsi de 2500 dollars à 40.000 dollars.

Contrairement aux autres instituts, la vocation de la Business Roundtable n'est pas de publier des rapports mais d'agir directement auprès de l'administration et du Congrès comme un groupe de pression.

La meilleure illustration en est son président Ervin S. Shapiro, Président de duPont de Nemours. Shapiro avait été contacté pour devenir secrétaire au trésor ; mais il avait décliné cette offre, car il ne voulait pas servir dans l'administration. Toutefois, c'est sans doute à cause de cette relation particulière que Carter s'est décidé à rencontrer les hommes d'affaires.

La Business Roundtable est divisée en différents groupes de pression qui régissent et publient quelques rapports distribués à une audience gouvernementale. Ces groupes rencontrent le plus de gens possible et récemment ils ont multiplié leurs activités devant l'accroissement de réglementations gouvernementales.

...

La Roundtable souvent emploie des lobbyists professionnels qu'elle paye d'ailleurs très cher. C'est ce que l'on appelle en anglais "instant access at high prices" c'est à-dire la possibilité d'obtenir l'homme qu'il faut, où il faut, le prix important peu.

Parmi les récentes victoires de la Roundtable, la plus satisfaisante est sa longue lutte contre la création d'une agence fédérale du consommateur que souhaitait Ralph Nader et qui n'a pu ainsi être mise sur pied.

La Business Roundtable travaille en relation étroite avec d'autres organisations telles que la U.S. Chamber of Commerce, la National Association of Manufacturers, et d'instituts comme l'AEI et la Brookings, dont elle utilise les publications et études.

En conclusion, même si les relations entre une administration démocrate et la Business Roundtable sont sans précédent, il n'en demeure pas moins vrai que leur succès pour le moment demeure limité et la méfiance de l'administration par rapport au secteur privé ne s'est pas encore dissipée.

...

INTERNATIONAL MANAGEMENT DEVELOPMENT INSTITUTE

C'est dans le but de promouvoir le développement d'une organisation économique et commerciale viable que l'IMDI a été fondé en 1973 par son président Gene E. Bradley.

C'est une organisation à but non lucratif, qui n'est pas un lobby et sans rôle politique.

L'IMDI dispose d'un budget d'un million de dollars, provenant dans sa majeure partie de contrats gouvernementaux (Département d'Etat, Foreign Service, U.S.A.I.D.).

L'IMDI organise des programmes sur des sujets spécifiques destinés surtout aux représentants du gouvernement, chefs d'entreprises, diplomates, universitaires.

L'une de ses activités principales est l'organisation de séminaires et de stages auxquels participent des représentants du secteur privé, des diplomates et des membres de l'administration. Ces stages sont également ouverts aux étrangers et la plupart du temps sont menés en coopération avec des fondations, des universités, etc.

Parmi ceux-ci citons le "Government-Business Training Program", le "National Education Campaign", les "Washington Policy Seminars" et enfin "International Network".

L'IMDI publie aussi un certain nombre de brochures dont l'une s'intitule "Top Management Report". Il publie également des études et des rapports en coopération avec le Conference Board notamment.

L'IMDI est donc avant tout une organisation qui cherche à promouvoir des rencontres entre des personnalités et du secteur privé et du gouvernement, tant Américain qu'international.

Parmi ses membres l'IMDI compte de nombreux représentants et sénateurs du Congrès américain (le Sénateur Percy de l'Illinois), des fonctionnaires de l'administration américaine et des fonctionnaires d'autres pays (même de certains pays socialistes), des universitaires et évidemment des représentants du secteur privé.

...

TABLEAU GENERAL

SOMMAIRE

Organisme	Conference Board	C.E.D.	A.E.I.	Brookings	Business Roundtable	I.M.D.I.
Fondé en	1916	1942	1945	1927	1972	1973
Budget 1978 et source d'origine	15 millions 66% secteur privé	2.4 millions 88% secteur privé	6-7 millions 75% fondations 25% secteur privé	7-8 millions 75% contrats 25% de dotation (Ford Found.)	3 millions 100% secteur privé	1 million contrats gouvernementaux; donations
Membres	4,000 membres -entreprises	200 administrateurs; patrons, présidents d'universités	universitaires et intellectuels de renom; anciens membres du gouvernement; savants de grande réputation		187 chefs d'entreprise	102 entreprises, représentants du gouvernement
Interaction avec le gouvernement	pas d'intervention directe auprès des pouvoirs publics; se rapproche des associations d'entreprises	recommandations pour programmes dans le domaine public; témoin au Congrès; conseiller aux membres du Congrès	pas de contrats gouvernementaux	contrats gouvernementaux	exerce une pression directe sur les fonctionnaires du gouvernement -lobby	stages et séminaires destinés aux fonctionnaires du gouvernement et diplomates

Interaction et Appartenance de Diverses Personnalités
aux Différents Organismes Étudiés
(Conseil d'Administration)

Fletcher L. Byrom	Chairman, Koppers Inc. Chairman, C.E.D. Conference Board Business Roundtable (Policy Committee Member)
Robert S. Hatfield	Chairman, Continental Group Inc. C.E.D. Conference Board Business Roundtable AEI
John D. de Butts	Chairman, A.T.T. Vice-Chairman, Conference Board Business Roundtable Brookings
Frank T. Cary	Chairman, Conference Board C.E.D. Business Roundtable Brookings
Clifton C. Garvin	Chairman, Exxon C.E.D. Conference Board Co-Chairman, Business Roundtable
Bruce MacLaury	President, Brookings C.E.D.
Robert D. Campbell	Chairman, Newsweek Inc. C.E.D. IMDI Associate, Conference Board
John L. Caldwell	U.S. Chamber of Commerce IMDI
C. Peter MacCullough	Chairman, Xerox Corporation C.E.D. IMDI
Thomas A. Murphy	Chairman, General Motors Corp. Business Roundtable IMDI
Mark Shepherd	Chairman, Texas Inc. C.E.D. Conference Board AEI